



« Penser la multifonctionnalité du secteur forestier dans un contexte changeant et incertain », Synthèse du colloque des 19 et 20 novembre 2014

Le deuxième colloque du réseau Sciences Economiques Humaines et Sociales d'Ecofor s'est tenu les 19 et 20 novembre 2014. Rassemblant sur deux jours 50 participants issus des mondes de la recherche et de la gestion forestière, il s'est fixé comme objectif de faire le point sur trois sujets que sont :

- La prise en compte des risques et de l'incertitude dans la gestion forestière
- les dynamiques de la filière forêt-bois
- l'intégration des enjeux sociétaux et environnementaux

Concernant la prise en compte des risques et de l'incertitude dans la gestion forestière, trois questions ont été posées :

1) comment se comportent les propriétaires face aux risques ?

D'après l'enquête réalisée en Limousin présentée par François Didot, les propriétaires se préoccupent en premier lieu de protéger l'environnement offert par leur forêt et d'en profiter pour leurs loisirs, avant de se préoccuper de la production de bois et des risques. Ces objectifs leur confèrent des rapports différents aux risques (dont les tempêtes, sécheresses, la grande faune, les incendies, les insectes et les champignons). Face à ces risques, il a été en effet relevé que les propriétaires seraient tentés de choisir la continuité concernant leurs méthodes de gestion. Par contre face au changement climatique, certains sont incrédules et d'autres désespérés, cela ne facilitant pas la prise de mesures spécifiques. De façon générale, ils écoutent les techniciens forestiers mais ils recourent leurs avis avec d'autres sources. On peut noter qu'il a plus été question des forêts privées que des forêts publiques, cependant on peut se poser la question sur les différences réelles qui existent au-delà des surfaces considérées (les forêts privées étant souvent largement plus petites que les forêts publiques).

2) Comment se comportent les modèles ?

Ils simplifient la réalité, mais sont ils trop complexes ou au contraire simplistes ? On a aussi discuté leur périmètre : les modèles présentés couvraient les peuplements monospécifiques équiennes. Il y aurait un intérêt fort à étendre le périmètre de ces modèles puisque les forêts à gérer sont obligatoirement autres que monospécifiques et équiennes. Ceci pourrait se faire en renforçant les liens entre sciences de la nature et de la société ; et entre science et décision. Les modèles permettent quand même de progresser dans la gestion des risques et incertitudes. Les exemples traités prenaient en compte différents types de risques, distingués par Jean-Philippe Terreaux entre risque entrepreneurial (dégâts de gibier, prix des bois) et risques catastrophiques (tempêtes et événements extrêmes liés notamment au changement climatique). Il est important de replacer la forêt dans son contexte et, dans le cas de la propriété privée, dans le patrimoine des propriétaires. Il

faut distinguer les changements structurels des changements progressifs. Pour ce faire, les sciences sociales sont de bons outils pour favoriser le compromis, faire avancer la réflexion et, si possible, aider à la décision.

3) Comment se comportent les décideurs au sein des structures ?

Du discours de Christian Barthod, on retient qu'il y a beaucoup de chances de mise en œuvre d'une mauvaise gestion face au risque : d'une part du fait de la propension à produire du risque en même temps que des richesses, et d'autre part du fait de la difficulté à voir et interpréter ce qui bouge qui peut être liée à l'intérêt qu'on porte aux moyennes par rapport aux marges ou aux frontières. Un autre point très important est que, dans ces contextes marqués par les incertitudes, la recherche a du mal à donner des réponses et elle se fait parfois doubler par d'autres acteurs. Parmi les recommandations données :

- associer sciences sociales et techniques au sein des structures elles mêmes tout en ne restant pas dans la croyance qu'un non technicien pourra faire le même travail qu'un technicien.
- permettre et écouter les discours non conventionnels pour se préparer à des choses qui pourraient être inattendues.
- s'émanciper de ses bases culturelles ;
- ne pas étendre outre mesure les systèmes qui fonctionnent
- garder des marges de manœuvres par des décisions réversibles
- s'affranchir de la priorisation, pour avoir une approche systémique.

La matinée du 20 novembre a été centrée sur la filière bois qui est soumise à un certain nombre de changements :

- de modes de consommation
- de possibilités de production (énergie, chimie)
- du déficit du commerce extérieur qui reste mais se creuse
- dans l'organisation des acteurs, par exemple au niveau du conseil stratégique de filière

Il existe des approches différentes : circuits courts avec un minimum d'intermédiaires qui diffèrent des circuits de proximités ; la prise en compte d'aspects globaux et d'aspects locaux avec des considérations à ces deux niveaux pas toujours compatibles. Ont été discutés les objectifs de gestion durable par rapport à des objectifs de développement local qui ne sont pas toujours en phase.

Des débats existent au sein du même ministère entre biomasse et biodiversité ou entre différents scénarios de prospective. On a aussi remarqué que la recherche devait prendre du temps mais pas trop pour apporter des réponses, que ces recherches ont un grand intérêt mais qu'il n'est pas toujours soutenu.

Des exemples variés ont été développés au niveau national et international essentiellement la compétitivité de la filière ; et au niveau territorial : les landes de gascoigne, la dordogne et le limousin. Beaucoup d'éléments présentés portaient sur le rôle respectif des acteurs locaux, des politiques publiques et des marchés.

L'après midi du 20 novembre a été consacrée à l'intégration des enjeux environnementaux et sociétaux. Parmi ceux-là, ont été développés des considérations économiques : l'expérience

africaine présentée par Guillaume Monville montre qu'un manque de mécanismes de rémunération peut être gênant pour vraiment mettre en œuvre la multifonctionnalité et éviter que le bois ne cache l'ensemble des autres usages. Ces mécanismes faciliteraient la coexistence de ces divers usages et réconcilieraient les intérêts publics et privés au-delà de comportements altruistes qui facilitent déjà les choses.

La valeur pour l'eau (par exemple) justifie-t-elle le paiement ? Cette valeur peut-elle et doit-elle se traduire par des paiements ? La valeur est-elle suffisante ou faut-il lui associer des considérations d'équité, d'éthique ou encore des fonctionnements spontanés, altruistes.

Même quand les objectifs de stratégies ou politiques ne sont pas directement atteints comme dans le cas de certains plans de développement de massif ou de chartes forestières de territoire, au moins ces processus avaient servi à échanger entre les acteurs. De la présentation de Julie Marsaud, on peut retenir également que face aux incertitudes ou aux changements climatiques (et c'est le cas également pour la prospective) ces sujets permettent de se réunir et d'échanger.

Plusieurs intervenants ont insisté sur le fait qu'il était nécessaire de dialoguer entre sciences de la nature et sciences de la société ; mais aussi entre scientifiques, décideurs et autres porteurs d'enjeux, y compris pour progresser sur des sujets controversés.

Ce séminaire a dépassé à bien des égards le secteur forestier : on a évoqué les évolutions du XXe siècle, celles en cours ou à venir ; mais aussi les grandes attentes sociales en matière de sécurité et d'universalité ; celles des décideurs en général face aux risques et aux demandes sociales. Le cadre de réflexion donné par Christian Barthod s'applique à la forêt mais aussi à bien d'autres systèmes. On a discuté de la place de la forêt dans le territoire, de la place de la forêt sur la planète. Et puis d'efficacité, d'équité, d'éthique... De ces journées et ces discussions, il ressort que la forêt est un sujet ouvert et pour les sciences économiques, humaines et sociales un sujet important.